

CARPA

SUPPORT COUNCIL FOR THE REALIZATION OF
PARTNERSHIP CONTRACTS



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°003/AONO/CARPA/CIPM/26 DU 27 AVRIL 2026, EN VUE DE LA RÉALISATION D'UNE
ÉTUDE DE STRUCTURATION EN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ DU PROJET DE
CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE SIÈGE DU CARPA : EN PROCEDURE D'URGENCE.**

Financement : Budget du CARPA, Exercice 2026

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution de son plan d'actions 2026, le Président du CARPA, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert, en vue de la réalisation d'une étude de structuration en partenariat public-privé du projet de construction de l'immeuble siège du CARPA.

2. Consistance des Prestations

Les Prestations comprennent notamment :

- l'analyse de la pertinence du recours au PPP pour le projet de construction de l'immeuble siège du CARPA ;
- la définition du périmètre fonctionnel et technique du projet immobilier ;
- la proposition des schémas contractuels PPP adaptés (DBFOM, BOT, BOOT, etc.) ;
- la structuration du montage financier du projet ;
- l'analyse de la soutenabilité budgétaire et des engagements de l'État ;
- la définition de la répartition des risques entre les parties ;
- la préparation des éléments nécessaires à la phase de passation du contrat PPP.

3. Tranches/Allotissement

Sans objet

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quarante millions (40 000 000) FCFA toutes taxes comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres National Ouvert est de **trois (03) mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à tout Cabinet ou Groupement de cabinet de droit camerounais ou régulièrement établi au Cameroun, disposant des compétences avérées en ingénierie financière (Project Finance), structuration et montage de projets PPP, conseil juridique en contrats publics et PPP, projets immobiliers institutionnels ou tertiaires, et analyse de soutenabilité budgétaire des projets publics. Les groupements de cabinets sont autorisés à soumissionner.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du CARPA - exercice

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission , acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **huit cent mille (800 000) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au siège du CARPA, sis au Quartier Bastos, Boulevard de l'URSS, B.P 33 745 Yaoundé, Tel : 621 60 26 00, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>**, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue en ligne ou aux heures ouvrables auprès du Secrétariat Technique du CARPA, au Quartier Bastos Bld de l'URSS, Tél. : (237) 621 60 26 00, BP : 33 745 Yaoundé, e-mail : info@carpa-cm.com dès publication du présent avis., contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de de quarante-deux mille (**42 000**) francs FCFA dans le compte d'affectation spécial pour la régulation des marchés ouvert auprès des agences BICEC compte : (n° 33598860001-94).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard **le 1er Juin 2026 à 14 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

5 MO pour l'Offre Administrative ;

15 MO pour l'Offre Technique ;
5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :
Format PDF pour les documents textuels ;
JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être transmises en ligne

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu **le 1er Juin 2026 à 15 Heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du CARPA sis au Quartier Bastos.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de **80 points sur 100** seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis, avec la mention manuscrite, assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC;
- la non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);

- les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- la note technique inférieure à 80 points sur 100;
- l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- Le non-respect du format de fichier des offres;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2-Critères essentiels

- Présentation générale de l'offre	5 points
- Références du soumissionnaire	10 points
- Personnel clé	45 points
- Méthodologie	30 points
- Capacité financière	5 points
- Preuves d'acceptation des termes et conditions de la Lettre Commande	5 points
TOTAL :	100 points

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera La Lettre Commande au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la **mieux disante** par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au siège du CARPA, sis au Quartier Bastos, Boulevard de l'URSS, B.P 33 745 Yaoundé, Tel : 621 60 26 00, Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Maître d'Ouvrage concerné ;
- Président CIPM concerné ;
- Affichage chrono.

Yaoundé le **27 AVR 2026**

Le Président



Bondema Yokono Dieudonné



SUPPORT COUNCIL FOR THE REALIZATION OF
PARTNERSHIP CONTRACTS

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° 003/ONIT/CARPA/CIPM/26 OF APRIL 27, 2026, WITH A VIEW TO CONDUCTING A PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP STRUCTURAL STUDY FOR THE CARPA HEADQUARTERS BUILDING CONSTRUCTION PROJECT: UNDER AN EMERGENCY PROCEDURE.

Funding: Budget of CARPA – 2026 financial year

1. Subject of the Call for Tender

As part of the execution of its 2026 action plan, the President of CARPA, Project Owner, is launching an Open National Invitation to Tender, with a view to conducting a public-private partnership structural study for the CARPA headquarters building construction project.

2. Nature of the services

The services include, in particular:

- Analysis of the suitability of using a public-private partnership (PPP) for the CARPA headquarters building construction project;
- Definition of the functional and technical scope of the real estate project;
- Proposal of appropriate PPP contractual arrangements (DBFOM, BOT, BOOT, etc.);
- Structuring the project's financial arrangements;
- Analyzing budgetary sustainability and government commitments;
- Defining the risk allocation between the parties;
- Preparing the necessary elements for the PPP contract award phase.

3. Tranches/division into lots

Not Applicable

4. Estimated cost

The estimated cost after preliminary studies is forty million (40 000 000) FCFA all taxes included.

5. Estimated execution timeframe

The maximum deadline provided for by the Project Owner for the execution of the services covered by this open national invitation to tender is **Three (3) months**. This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open to any firm or consortium incorporated under Cameroonian law or duly established in Cameroon, possessing proven expertise in financial engineering (Project Finance), structuring and development of PPP projects, legal counsel on public contracts and PPPs, institutional or commercial real estate projects, and budgetary sustainability analysis of public projects. Consortia of firms are eligible to submit bids.

7. Financing

The services subject of this invitation to tender shall be funded by the BIP/MINEPAT – 2026 financial year on the budget head No : 201215

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate bank- ing institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount eight hundred thousand (800 000) CFA francs, and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond sub- mitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10 Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours at the CARPA headquarters, located at Quartier Bastos, Boulevard de l'URSS, B.P 33 745 Yaoundé, Tel: 621 60 26 00 ,upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website (www.armp.cm).

11 Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained during working hours at the CARPA headquarters, located at Quartier Bastos, Boulevard de l'URSS, B.P 33 745 Yaoundé, Tel: (237)621 60 21 00, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of forty two thousands (42 000) CFA francs, payable to the special account of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP) opened in BICEC agencies at number n°335988600001-94.

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

If the submission is done electronically, the offer shall be transmitted, by the bidder on COLEPS platform no later than than **2 p.m. on June 1, 2026**, backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above mention, within deadlines.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be for-

warded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

PDF format for text documents;

- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted online. Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible. In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in two phases.

The opening of the administrative documents and technical offers shall take place at **3 p.m. on June 1, 2026** by the Internal Tenders Commission at the CARPA headquarters, located in Quartier Bastos, Boulevard de l'URSS, B.P 33 745 Yaoundé.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualificative technical score of 70 points over 100 shall be opened (to be specified) by the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the publication of the technical evaluation results

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

15 Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

- The absence of a bid bond at the time of bid opening, with the handwritten note, accompanied by the deposit receipt issued by CDEC;
- Failure to submit, within 48 hours of bid opening, any document in the administrative file deemed non-compliant or missing (except for the bid bond);
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- A technical score below 80 out of 100;
- The absence of a sworn statement attesting to no abandonment of contracts in the last three years;
- Failure to comply with the bid file format;
- The absence of a quantified unit price in the financial offer;
- The absence of any element of the financial offer (the bid submission, unit price schedule, bill of quantities);
- The absence of a dated and signed integrity charter;
- The absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses.

15.2 Essential criteria

- General presentation of the offer 5 points
- Bidder's references: 10 points;
- Staff 45 points;
- Methodology: 30 points;
- Financial capacity 5 points
- Evidence of acceptance of the terms and conditions of the contract: 5 points
- TOTAL: 100 points**

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical, financial.

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

18. Further information

Further information may be obtained during working hours from [(SIGAM) service, door number, post box, phone number, fax, e-mail] or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.public-contracts.cm>, or any other electronic means of communication specified by the Project Owner.

19. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 and 699 37 07 48).

Yaoundé the **27 AVR 2026**

The Chairman

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.



Rendoma Yokono Dieudonné